

Extrait du site UGTG.org

url : <http://ugtg.org/spip.php?article933>

De Mai 1967 au mouvement LKP - Par Jean Théodore

- La Centrale UGTG - Mémoires de vie -

Date de parution : 29 novembre 1999

Date de mise en ligne : samedi 30 mai 2009

Mis à jour le : dimanche 31 mai 2009

UGTG.org

Au lendemain des massacres de Mé 67 un petit groupe de militants du GONG se constitue derrière deux hommes : "Jean" & "Max"... Deux hommes vivant dans la clandestinité en Guadeloupe ; depuis 1967 pour Jean, qui, recherché après les massacres de Mai, avait refusé de se rendre et était condamné par contumace à trois ans de prison ; et depuis 1969 pour Max, porté déserteur en 1961 pour avoir refusé de faire la guerre d'Algérie dans les rangs de l'armée française. Max s'était d'ailleurs engagé dans les rangs du F.L.N. Algérien pendant la guerre et avait ensuite clandestinement regagné la Guadeloupe en 1969 après être passé par Cuba où il a séjourné quelques mois avec sa famille.

Ce noyau révolutionnaire qui s'appellera plus tard "Les démissionnaires du GONG", traqué par la police, entreprend un travail de longue haleine consistant en d'abord à mener la réflexion et à faire le bilan de toutes les expériences des luttes Guadeloupéennes de IGNACE & DELGRES (1802) à Mai 1967.

Lire : [Naissance d'un syndicalisme de rupture](#)

A l'occasion de la table-ronde organisée le samedi 23 mai sur les événements de mai 67, "Jean" Théodore est revenu sur le long combat qui a abouti en 2009 au puissant mouvement de 44 jours mené par le LKP.

Bonswa tout moun,

Je vais tenter comme on dit chez nous d'être le plus court possible. Roland [Minatchy] a parlé avant moi de sa situation au moment des massacres de mai 1967. Moi, à cette époque, j'avais déjà terminé mes études et étais rentré en Guadeloupe. Ayant bénéficié d'un sursis [report] j'ai alors été appelé pour effectuer le service militaire. Entre temps évidemment, il y avait déjà eu toute une série d'éléments, importants pour une bonne compréhension du chemin que nous avons parcouru.

[\[JPEG\]](#) Nous savons ainsi qu'en 1946, que quelques députés de Guadeloupe, Martinique... ainsi que le gouvernement français ont dit que l'assimilation était le système qu'il nous fallait. Dix ans après, en 1956, un groupe d'étudiants guadeloupéens faisant partie de L'AGEG [Association Générale des Etudiants Guadeloupéens] ont fait un séminaire à Paris...

La conclusion de ce séminaire a été que la Guadeloupe ne pouvait pas être un département français ; qu'elle était une colonie ; et qu'il fallait la décoloniser !

Aussitôt, cette association qui n'existait qu'à Paris a lancé un travail pour organiser tous les étudiants guadeloupéens vivant en France.

Ceux-ci à l'époque étaient organisés avec des martiniquais, des guyanais dans ce que l'on appelait des associations antillo-guyanaises. Les étudiants guadeloupéens ont alors affirmé qu'ils pouvaient certes collaborer avec les martiniquais et guyanais, mais qu'il nous fallait une organisation qui soit nôtre. Une association ou les guadeloupéens se retrouveraient entre eux. Pour y discuter des problèmes de leur pays et voir comment faire pour libérer le pays qui est le leur.

N'oublions pas que tout cela se passe au lendemain de la seconde guerre mondiale ; et que dans le même temps où

certaines demandaient l'assimilation, d'autres - après avoir affirmé que leurs pays étaient colonisés - entendaient lutter pour leur libération. Nous sommes en 1955 et se déroule la Conférence de Bandoeng : les pays d'Asie et d'Afrique se mettent ensemble pour éradiquer le colonialisme et l'impérialisme en Asie et en Afrique. A la suite, toute une série de luttes vont être déclenchées. Tous ces pays vont l'un après l'autre conquérir leur indépendance. Cela a été plus difficile en Afrique, tout au moins pour la partie du continent dont les pays avaient été colonisés par la France.

Deux évènements se déroulant à l'époque sont importants pour nous : Le peuple algérien déclenche une lutte armée contre la présence coloniale de la France. A la même époque, plus près de nous, un groupe de révolutionnaires attaque la caserne de Moncada. L'assaut est un échec, tous sont arrêtés. Parmi eux, un dénommé Fidel CASTRO, qui plaidera lui-même sa cause... [1] Condamné, il bénéficiera d'une amnistie, rejoindra dans un premier temps le Mexique avant de revenir à Cuba, y déclencher une guérilla qui se soldera par la victoire de la révolution cubaine le 1er janvier 1959. Cela va changer toutes les luttes se déroulant en Amérique du Sud et dans la Caraïbe...

Il faut donc comprendre que c'est dans cette *ambiance* que nous avons grandi.

Nous, nous avons été instruits sur la base que nous étions de français, que nos ancêtres étaient des gaulois... Mais une fois arrivés en France pour y effectuer des études, le contact avec d'autres colonisés luttant les armes à la main, le contact avec une multitude d'ouvrages expliquant la façon dont les français nous avaient réduit en esclavage, colonisés, exploités... **Tout cela permet de prendre conscience de ce que l'on est : Un colonisé ! Et il faut d'abord chercher à comprendre son peuple...**

Et c'est ainsi que l'AGEG se constituera en tant qu'AGEG, c'est à dire en association nationale des étudiants guadeloupéens. Cela en 1958... Une année après, en 1959, elle avait déjà adhéré à L'UIE [L'Union Internationale des Etudiants]. Et je tiens à signaler au passage, qu'à cette époque, les étudiants français étaient organisés au sein d'une organisation appelée UNEF... Mais celle-ci était tellement réactionnaire qu'elle n'arrivait pas à obtenir son adhésion à L'UIE. Et ce n'est que deux ou trois années plus tard que notre AGEG parrainera L'UNEF pour lui permettre d'entrer à L'UIE...

Ensuite, en 1960, l'AGEG considère que ce n'est pas de France que l'on pourra changer la situation en Guadeloupe... Mais que pour y parvenir, il nous faudrait mobiliser l'ensemble notre peuple, et particulièrement notre jeunesse... Et c'est ainsi qu'aura lieu la conférence de la jeunesse en 1960, en Guadeloupe. Cela permettra de mobiliser la jeunesse guadeloupéenne et de lui apporter des idées nouvelles. C'est cela qui donnera naissance au CPNJG [Conseil Populaire National de la Jeunesse Guadeloupéenne].

Tous ces évènements se déroulent en parallèle. La révolution algérienne finit par triompher ; et en Guadeloupe, d'autres *sons* commencent à se faire entendre : Le Progrès Social, au sein du Parti communiste, il commence aussi à y avoir des soubresauts... Si bien qu'après la victoire de la révolution algérienne, un certain nombre d'antillo-guyanais, vont vouloir profiter de ce moment... Sauf que nous, nous ne faisons que débiter dans la lutte. Il nous faudrait nous battre beaucoup plus et beaucoup plus longtemps... Mais cela nous ne le comprendrons qu'après.

Mais entre temps l'effet du BUMIDOM se faisait déjà sentir en France, comme l'a expliqué l'historien Franck GARAIN. On trouve des guadeloupéens travaillant comme bagagistes à Air France, comme filles de salle dans les hôpitaux, comme facteurs... Et eux aussi ont commencé à s'organiser : ils vont former l'AGTAG [Association Générale des Travailleurs Antillo Guyanais].

De même des jeunes guadeloupéens avaient été expédiés en Algérie pour faire la guerre au peuple algérien. Cette expérience les a rendus encore plus guadeloupéens. Ils ont décidé de s'organiser et vont former l'association des anciens du contingent...

Ce sont ces trois catégories [AGEG - AGTAG - "AEC" qui vont se mettre ensemble pour donner naissance en juin 1963 au Groupe d'Organisation National de la Guadeloupe, le GONG.

Si j'ai mis tout ce temps pour évoquer ces quelques faits dates et éléments, c'est afin de rappeler que lorsqu'on boit de l'eau à l'embouchure, il faut toujours se souvenir du lieu où se trouve la source. Il est très important de le comprendre...

[...]

J'ai donc commencé mon service militaire au camp militaire de la Jaille, à Baie-Mahault. Trois jours après mon incorporation les murs du camp étaient couverts d'inscriptions "Vive l'Indépendance", " Vive le GONG"... Ils ont considéré que j'en étais l'auteur et m'ont expédié en Martinique, au camp de Balata... Là, étant bon au foot, un sergent français m'a offert du travail en me disant qu'il savait que j'étais un indépendantiste... Mais qu'ayant été en Algérie, il savait bien qu'aucune répression, rien, ne peut empêcher à un peuple qui veut de sa liberté de la conquérir. Et il m'a alors proposé de donner des cours aux jeunes du contingent... C'est ainsi qu'il m'a invité à répondre la bonne parole parmi les appelés du contingent. Il y aura dès lors dans la caserne, nombre de jeunes guadeloupéens qui deviendront des sympathisants du GONG.

[...]

A l'issue du service militaire, j'ai postulé pour un emploi dans l'enseignement. J'ai eu comme réponse que ma candidature intervenait trop tard pour l'année en cours. Je me suis alors rendu près de Gérard [Lauriette] et lui ai expliqué que j'étais d'une certaine façon au chômage. D'une certaine façon, car cela ne me gênait pas outre mesure, étant capable d'aller faire autre chose.

Il m'a proposé de venir travailler avec lui. Je me suis retrouvé dans son école à enseigner à ses côtés. Aussi, c'est là que les *événements* viendront me trouver. Et c'est l'un des participants présents à cette table ronde, qui viendra à ma rencontre, tenant à la main un mouchoir tâché de sang... le sang de Jacques [Jacques Nestor] pour m'informer que ce dernier avait été assassiné.

Dès cet instant, ma décision était déjà prise. Car derrière, il y aurait nécessairement une répression, une répression aveugle. Une répression qui frapperait tout le monde : ceux du GONG, ceux du Progrès Social, ceux de la Vérité... Du moment où vous auriez une *petite couleur* anticolonialiste, ils allaient vous emprisonner. Et dès lors que j'ai eu confirmation de ce qui s'était passé à Pointe à Pitre, j'ai pris les dispositions et suis entré en clandestinité.

C'est là qu'on voit que dans notre peuple, il y a plein d'hommes et de femmes vaillants, contrairement à ce qui était dit : konplo a nèg sé konplo a chyen... que les gens d'ici ne savent pas tenir leur langue, que nous ne pourrions jamais rester en marronnage.

Eh bien, je suis resté 8 ans en marronnage ; et pas un seul du peuple, femme, homme, jeune, ne nous a jamais dénoncé. Et cela nous a permis à ce moment d'organiser le temps où j'étais dans l'ombre, à l'aide d'un camarade qui circulait librement , qui n'était pas entré en marronnage, de faire un travail de liaison avec tous les autres. Qu'il s'agisse des emprisonnés, qu'il s'agisse de ceux qui de l'extérieur organisent le soutien aux emprisonnés.

Et c'est ainsi qu'avec les organisations de soutien aux prisonniers, avec l'AGEG [Association Générale des Etudiants Guadeloupéens], avec d'autres organisations, nous resterons en contact permanent.

Mais dans le même temps, le premier souci, une fois qu'on a enterré ses morts, soigné ses blessés, et pris soin des prisonniers, le gros problème est de savoir comment faire pour continuer la lutte. **Et c'est là que tout commence...**

Nous avons donc commencé à mettre en place un noyau pour nous organiser de façon que, d'abord, nous fassions un bilan de tout ce qui avait été entrepris. Et à partir de ce bilan, voir ce qui a été fait de bon, de pas bon ; voir par conséquent les faiblesses que nous avons et quelles dispositions il nous fallait prendre.

Parmi les conclusions tirées, nous nous sommes dit que nous étions courageux, nous ne craignons pas les fusils et la répression... Mais la lutte ne peut pas être conduite sur ces seules bases. On peut bien être courageux, mais si vous êtes seul à faire preuve de courage, si le peuple ne comprend pas pourquoi vous faites preuve d'un tel courage... le peuple ne peut pas lutter avec vous.

Cela signifie que les peuples ne luttent pas pour les idées que d'autres ont en tête. Les peuples luttent pour des choses concrètes... Des intérêts matériels, mais aussi choses très concrètes : la préservation de son identité, a mès é labitid ay [de sa culture], de sa langue, de sa musique... Cela est aussi fort que les intérêts matériels. Mais ce n'est pas parce que **vous** lui dites que **vous** avez telle idée qu'il doit vous suivre.

Nous nous sommes dit que c'était notre premier problème. Quel *peuple* allions nous voir ? Quel peuple allions nous organiser ?... Et après réflexion, après que nous ayons étudié l'histoire de notre pays, nous avons considéré que c'était toujours ceux de notre peuple qui étaient les plus *maléré*, les plus en difficulté. **C'est d'eux qu'il s'agissait, c'est sur eux que nous nous sommes appuyés...**

Et c'est pourquoi nous avons décidé à cette époque d'aller voir les ouvriers et paysans... Quand je dis les paysans, je ne parle pas des paysans en général, mais des cultivateurs, des petits colons partiaires, [travaillant] dans le secteur de la canne. Parce que le secteur de la canne a toujours connu des luttes, a toujours connu des résistances. **Nous nous sommes dit que c'est là qu'il nous fallait aller... Mais où précisément aller ???**

Nous n'étions qu'un petit noyau d'une dizaine de militants. Comment allions nous pouvoir effectuer cette tâche... Allions-nous passer dans toute la Guadeloupe ? On nous aurait très tôt découverts ; notre clandestinité ne nous permettait pas de parcourir toute la Guadeloupe. Et c'est là que nous nous sommes dit qu'il n'était pas nécessaire de parcourir toute la Guadeloupe, qu'il fallait plutôt chercher la région qui dans sa tradition de lutte, présente tous les éléments que l'on peut retrouver partout en Guadeloupe. **Nous avons donc choisi Sainte-Rose...**

Nous l'avons choisi car il y avait deux usines... L'une appartenant à une grosse société coloniale, et une autre, appartenant à un gros propriétaire foncier descendant d'esclavagiste ; les AUBERY... A Sainte-Rose on trouve des ouvriers agricoles, des ouvriers industriels, des petits planteurs, des colons... **Mais comment entrer en contact avec eux ?**

Il nous fallait trouver des gens qui à un moment donné étaient en contact avec eux et qui avaient une expérience de la lutte. Car nous y allions pour soulever le peuple... C'est à dire mettre en place une autre forme de lutte que celle que nous menions jusque là. Cela signifie qu'il nous fallait mettre en place une forme d'organisation - nous ne savions pas encore s'il s'agirait d'un syndicat ou d'une autre forme... - Mais nous savions déjà que ce serait une organisation de masse. **C'est à dire avec tous les travailleurs...** Deuxièmement, **la forme de lutte serait nécessairement une forme de lutte de masse.** Aujourd'hui nous connaissons bien ce terme...

Sé konsa que nous parviendrons, après trois ans, après trois années de contacts, de liaisons avec notre peuple, d'enquêtes dans le milieu des ouvriers agricoles et des paysans... **que nous mettrons en place une organisation de travailleurs que nous choisirons d'appeler UTA [Union des Travailleurs Agricoles]. L'UTA voit le jour plus de trois ans après la répression, en novembre 1970. [Et en janvier 1971, le syndicat déclenche une grève...](#)**

C'est à dire qu'elle est inconnue en Guadeloupe, que personne ne connaît ce syndicat qui à propos d'un problème de ristourne dans la canne pose des revendications auxquelles les capitalistes usiniers ne sont pas en mesure de répondre. La grève portera sur les salaires, sur les conditions de travail et sur le prix de la tonne de canne... C'est la première phase. **A partir de ce moment, nous entrons dans une nouvelle étape, celle de la lutte de masse et d'édification d'organisations de masse :** En 1970, la création de L'UTA, en 1972 ; la création de L'UPG [Union des

Paysans de Guadeloupe] ; [en décembre 1973 nous mettons en place L'UGTG](#), après avoir réalisé un long travail au sein des ouvriers industriels, des travailleurs du bâtiment, parmi les employées de maison...

Ces temps-ci on n'entend plus parler des employées de maison, mais à l'époque, les employées de maison étaient parmi les travailleurs ceux qui étaient les plus exploités et qui *souffraient* le plus... Et ce sont les premiers à s'être rapprochés de L'UTA & de L'UPG... Car une employée de maison c'est qui ? C'est l'épouse d'un paysan ou d'un ouvrier agricole qui va travailler en ville, qui va travailler pour Monsieur un tel ! Ce sont donc les premiers que nous rencontrerons...

L'UGTG sera ainsi formée d'ouvriers industriels, d'ouvriers du bâtiment, d'ouvriers agricoles, d'employées de maison et de quelques employés de la santé. C'est pourquoi le premier secrétaire de L'UGTG se devait de refléter cette base sociale : ce sera un ouvrier industriel, je veux ainsi parler de **Robert MORNAL**.

Cela nous permet de comprendre qu'avant de créer une organisation de masse - car nous étions des politiques - ; avant de monter des syndicats... nous avons commencé par demander aux travailleurs quels étaient leurs problèmes : Quels rapports entretenaient-ils avec leurs patrons ? Comment étaient-ils traités ? Comment le patron les considéraient-ils ? Quelles relations entre développait t-il vis à vis d'eux ? Pas seulement les rapports matériels, mais aussi les rapports culturels : Reconnaissaient t-ils la langue des travailleurs [la langue créole] ? Quelles étaient ses attitudes ? Quelles relations les ouvriers, les paysans ou les colons avaient t-ils avec le propriétaire foncier ? Quelles relations du paysan avec l'usine eu égard au prix de la tonne de canne et des conditions de vente de ses productions ? **Au départ, camarades, nous ne connaissions rien, rien de tout cela...**

Nous entrerons ainsi à l'université des travailleurs pour en ressortir au bout de 7 mois d'enquêtes avec une autre compréhension des réalités de notre pays. Et c'est cela qui ouvrira une nouvelle étape dans la lutte de notre pays. Et c'est cela qui donnera, non seulement les organisations précitées [UTA - UPG - UGTG]... mais après cela on verra l'apparition du SGEN [Syndicat Général de l'Education en Guadeloupe], puis de L'UNEEG [Union Nationale des Elèves et Etudiants Guadeloupéens], puis du BIK A JENN GWADLOUP [BIJENGWA]... **Bref toute une série d'organisations de masse feront leur apparition et viendront en solidarité avec les paysans.**

La différence par rapport à aujourd'hui c'est qu'au départ la lutte est déclenchée par des catégories sociales bien déterminées : celles qui étaient dans la production. Et tous les autres secteurs viendront en solidarité avec eux. La différence par rapport à aujourd'hui - avec la mondialisation, avec la misère qui s'est développée dans notre pays à cause du renforcement du système en place - c'est que nous avons maintenant une base sociale beaucoup plus large qui trouve des revendications communes leur permettant de constituer une force collective, unie face au colonialisme. Mais c'est là qu'il nous faudra faire très attention...

[...]

Car à la création de L'UTA et de L'UPG, quelles étaient les caractéristiques de ces organisations ?

S'agissant d'abord des revendications posées, il ne s'agissait pas uniquement de demander une augmentation... Non, non... Nous avons demandé par exemple que les ouvriers agricoles et les ouvriers industriels de l'usine aient des salaires équivalents. Car les premiers avaient des salaires inférieurs à ceux de tous les ouvriers industriels, y compris les plus mal rémunérés. Conséquence, cela créait une division dans la classe ouvrière : l'ouvrier industriel regardant de haut l'ouvrier agricole ; celui-ci complexé par rapport à celui-là... Comment dès lors leur demander de se mettre ensemble pour se battre contre le patron ?... Alors qu'ils ont un problème entre eux... Ce problème il fallait le régler dans le cadre du système : il fallait que les salaires des deux soit équivalents. Et nous avons réussi à le faire.

Deuxième chose : quand nous avons posé le problème du prix de la tonne de canne, nous avons dit que nous demandions un prix sur la base de son coût de production. Or ils nous rétorquaient que c'était sur la base de la

richesse [saccharine]. Or dans ce système de prix à la richesse on ne tient compte que d'une chose : le prix du sucre... Mais la canne ne fournit pas que du sucre : la canne donne de la mélasse, de la bagasse, de la vinasse - la même vinasse que l'on utilise pour des amendements et des apports en potasse... Alors qu'eux ne voulaient payer la canne que sur la base de sa richesse saccharine... **Non i pa té bon... Il fallait discuter sur la base du coût de production.** Il a fallu se battre durant trois ans. Tant et si bien qu'en 1975, ce sont ces deux revendications qui aboutissaient après 4 années de luttes. [2]

Il fallait donc non seulement sortir de ces catégorisations - ouvriers agricoles, ouvriers industriels, paysans - mais qu'il y ait aussi une autre action, une action politique - même si celui qui l'a conduite ne la qualifie comme telle : [la grève de la faim de Chérubin CELESTE](#). [3] C'est une action politique de solidarité avec les travailleurs. Et là les choses changeront : ce sera la première étape d'un nouveau liyannaj...

Et plus la lutte se développera, et plus par conséquent nous réaliserons les conditions d'un liyannaj de plus en plus large qui nous conduira à aujourd'hui. Et encore, ce liyannaj n'a pas fini de s'élargir. Parce que toutes les forces ne sont pas encore dans la bataille. Il y a encore beaucoup d'autres forces qu'il nous faudra rallier.

Mais ce faisant, nous n'avons pas dit aux travailleurs : « *Nous sommes des indépendantistes, nous disposons d'un parti, et c'est à nous de diriger le syndicat !* »

Nous leur avons au contraire dit, sur la base des enquêtes que nous avons menées : « *Vous voulez une organisation qui soit la votre, qui est dirigée par vous, et pour vous !* »

Dans un tel cas, il ne faut jamais que cette organisation perde son indépendance sur le plan idéologique et au plan organisationnel ! Cela veut dire que les organisations que nous avons mis en place ne sauraient être la courroie de transmission d'aucun parti... Celui qui entendra le faire se cassera le nez ou affaiblira ces organisations définitivement ! Malgré toutes les difficultés du mouvement patriotique, les organisations de masse sont malgré tout restées unies ; car elles ne sont la courroie de transmission d'aucun parti politique, elles sont indépendantes !

[...]

Enfin, nous avons appris que la lutte syndicale ce n'est pas uniquement une lutte pour la satisfaction des revendications matérielles, mais c'est aussi une lutte pour changer les rapports sociaux...

J'ai ainsi regardé la dernière émission consacrée aux récents mouvements sociaux. [4] J'ai donc écouté OVIDE [5] - un exploitant agricole martiniquais - expliquer que s'agissant du foncier : Toutes les terres des plaines - à plat au bord de la mer - appartenaient aux békés... Et toutes les terres montagneuses appartenaient aux nègres. Donc les nègres ont été cantonné dans les montagnes ; toutes les bonnes terres des plaines étant réservées aux békés... Eh bien, récemment, un Martiniquais venant ici en vacances et voyageant avec un camarade de Guadeloupe, de se désoler - alors que l'avion allait se poser :

[-] *Gay tè a béké a...* [Regardez moi toutes ces belles terres des békés] dit-il...

Et le camarade guadeloupéen de lui répondre :

[-] *Awa... Isi, a pa tè a béké...* [Ici non... Ces terres n'appartiennent pas aux békés...] Ce sont là les terres du peuple de Guadeloupe ; une terre pour laquelle les travailleurs guadeloupéens ont lutté, qu'ils ont pris et qu'ils possèdent aujourd'hui...

Cela signifie - parlant des rapports sociaux et des luttes menées au cours de ces 10 premières années et des victoires engrangées :

Lorsque la Compagnie fruitière a voulu remplacer la culture de la canne par celle de la banane à Grosse Montagne et que nous avons déclenché les actions d'occupations de terres... Cela a conduit à quoi ?! Le gouvernement s'est trouvé confronté à un problème et a été obligé de mettre 10 000 hectares de terres en réforme foncière. Cela a permis à plus de 600 exploitants guadeloupéens - et particulièrement des jeunes - de s'installer ! Les *rapports*, par

rapport au foncier, avaient changé en Guadeloupe ! Nous venions de faire *une petite révolution* en Guadeloupe... Et lorsqu'on passe dans tous les pays de la Caraïbe, et qu'on leur explique que cela s'est produit en Guadeloupe, [6] ils ont quelque mal à vous croire...

Qu'avons nous changé encore ?

Notre langue, notre musique, *mès é labitid annou* [Nos us et coutumes, notre culture] ont repris leur place dans notre peuple. Car aujourd'hui on entend beaucoup parler du créole, du créole à l'université, de thèses en créole. Mais ils ne disent jamais que si le créole est sorti de la rue, des champs de canne... et est entré au tribunal, est entré dans les commissions paritaires des usiniers, si donc le créole est entré partout... C'est grâce à la lutte des travailleurs, des travailleurs de Guadeloupe. Et cela représente beaucoup au plan culturel... Cela constitue une force !

Car les peuples ne se distinguent pas par ce qu'ils produisent : Le Brésil produit de la canne, de même que Cuba, ainsi que les Guadeloupéens. Et pourtant nous ne sommes pas des cubains, ni des brésiliens... Qu'est ce qui nous distingue ? La culture... Voilà ce qui nous distingue d'un autre... Et cela aussi nous l'avons compris...

Les écoles du soir ont servi à former les cadres, mais c'est également là que nous avons appris à nous connaître, à nous mélanger pour comprendre - nous autres intellectuels - nos faiblesses par rapport à notre peuple. Mais dans le même temps cela a permis au travailleur de comprendre ce qu'il pouvait trouver de bon chez l'intellectuel.

Je ne serai pas plus long... Ce que je veux simplement dire c'est que nous avons posé la base et cette base, comparable à une jeune pousse a depuis donné des feuilles, fleuri et continuera à donner des fruits.

Pour moi donc, les événements de mai 1967 c'est la répression, mais c'est surtout le fait que nous ayons trouvé le chemin pour reprendre le combat pour la libération de notre pays et pour la libération de notre peuple !

Nous avons déjà mené beaucoup de combats, oui, nous en avons déjà mené beaucoup... *Men konba dèyè pòkò mannyé* [Il en reste beaucoup à mener]... La lutte sera nécessairement longue, dure... Car nous avons face à nous un *système*, un système colonial, enraciné depuis plus de 300 ans... Mais il nous faut arriver à le *déchouer* ! Deuxième chose, la lutte sera globale... J'entends parfois certains affirmer : « *Ouais, mais il est temps pour vous de sortir de vos histoires de lutte syndicale !* » A cela nous répondons : Ou vous menez une lutte globale, c'est à dire une lutte à la fois économique, sociale, culturelle et politique ! A tel ou tel moment donné on peut avoir à combattre plus sur tel ou tel front... Ces derniers jours, c'était plus sur le front social ! Mais l'heure du combat économique approche... Et l'heure du combat politique arrivera... Car nous ne supprimerons pas le colonialisme par la seule lutte syndicale ! Il nous faudra nécessairement, nécessairement, avoir un liyannaj beaucoup plus large... Un liyannaj de toutes les forces sociales, politiques, économiques... Et quand je parle de forces économiques, je ne parle pas de celle du béké ; mais de celle de toute l'économie parallèle que nous sommes déjà en train de mettre sur pied et qui continue de se développer. Car si ce n'était cette force et cette économie parallèles, il n'y aurait pas eu les marchés créés partout en Guadeloupe pour permettre au peuple d'avoir à manger pour se nourrir pendant la période de crise. Nous ne sommes pas encore arrivés à une pleine autosuffisance alimentaire ; mais il y a des domaines dans lesquels nous avons déjà avancé pas mal... Et personnellement je peux vous en parler en connaissance de cause [7] : Voilà une douzaine d'années, il n'y avait pas de production d'ananas. La production se résumait à la plantation de quelques pieds d'ananas autour de ses terres pour déguster comme dessert ou offrir à un ou deux de ses amis. Aujourd'hui, il y a une filière d'ananas et nous sommes pratiquement arrivés à l'autosuffisance... Nous importions nos ananas de Martinique. Konyéla, nous exportons nos ananas en Martinique...

Voilà ce que j'avais à vous dire !

"Kanmawad Jean" [Louis THEODORE]

Table ronde du LKP autour de Mai 1967,

Auditorium de Basse-Terre

Samedi 23 mai 2009

[1] Fidel Castro est arrêté quelques jours après l'échec de l'attaque de la caserne de Moncada (26 juillet 1953). Ayant échappé de peu à une exécution sommaire, il assure lui-même sa défense. Le 16 octobre, il prononce son plaidoyer pro domo, « **l'Histoire m'acquittera** »

[2] Lire : [La grève de 1975 dans l'industrie sucrière](#)

[3] Lire : [Le Père Chérubin CELESTE](#)

[4] **"Histoire d'un Malaise"** :
Documentaire de France Ô sur le conflit social aux Antilles.
Diffusion le lundi 4 mai sur RFO.
Documentaire de Luc Laventure
Production : Mérépi / RFO
Durée : 52'

[5] Guy Ovide Etienne, longtemps responsable de la FDSEA-CDJA et ancien président de la chambre d'agriculture de la Martinique

[6] NDLR : Exception faite de Cuba...

[7] Jean THEODORE est producteur d'ananas